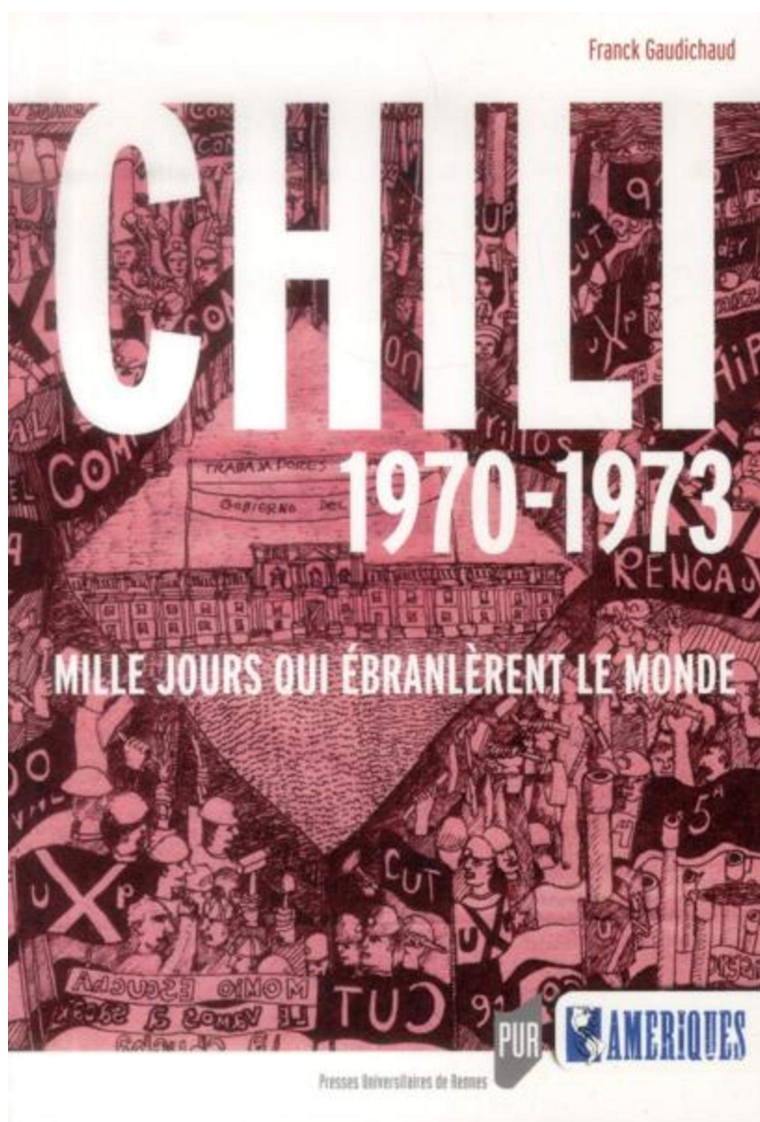


Le 11 septembre 1973, un coup d'Etat minutieusement préparé par l'état-major militaire déposait le président élu, Salvador Allende, avec l'appui décisif du gouvernement Nixon et de la CIA. Franck Gaudichaud revient sur cet épisode et montre comment la bourgeoisie chilienne, invoquant la menace des Cordons industriels, n'eut aucun scrupule, non seulement à renverser un pouvoir élu, mais à organiser la torture et l'assassinat de milliers de militants du mouvement ouvrier chilien. Ce texte est issu d'un livre qui paraît ces jours-ci aux Presses universitaires de Rennes, intitulé Chili (1970-1973). Mille jours qui ébranlèrent le monde.



Au Chili, comme sous d'autres latitudes, la célèbre phrase de Carl Von Clausewitz selon laquelle « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens » semble se vérifier¹. Comme le remarque l'historienne Maria Angélica Illanes : « le thème de l'histoire de l'Unité populaire et des Cordons industriels devrait être, plus exactement, celui de la non-insurrection armée de la voie chilienne. Thème qui en réalité constitue la grande question sur l'histoire du mouvement ouvrier au Chili »².

Comprendre la fin du pouvoir populaire, c'est donc s'intéresser à l'offensive menée par l'opposition, l'armée et les groupes paramilitaires durant les derniers mois de l'UP (Union populaire), mais aussi à la préparation de la gauche et des Cordons industriels, afin d'y faire face.

La contre-révolution en marche

« *Que celui qui a une main libre ligote Allende avec les Cordons !* »

Ainsi que le rappelle la sociologie des mouvements révolutionnaires, *“Aux images et aux symboles révolutionnaires, la contre-révolution répondra par des contre-images et des contre-symboles. Elle présentera la révolution imminente, ou en cours, sous des traits menaçants et sanglants ; elle en décrira les conséquences néfastes ; elle dénoncera les « agitateurs », « fauteurs de troubles », « révolutionnaires utopistes » ou « révolutionnaires professionnels », etc. Le langage et le symbolisme de la contre-révolution ne sont pas moins riches que ceux de la révolution »*³

. C'est véritablement suite à la première tentative de coup d'Etat - le *tancazo* de juin 1973 - qu'une intense campagne idéologique est lancée par la contre-révolution chilienne. L'objectif est d'accompagner « la stratégie d'hiver » de l'opposition et, de préparer les esprits à l'intervention militaire. Cette offensive se réclame des valeurs nationales et invoque le respect de la démocratie menacée par la « *dictature marxiste* ».

L'angle d'attaque est habile, car il cherche à effrayer une population, et surtout les classes intermédiaires, fatiguée par les difficultés quotidiennes, le marché noir, l'inflation. Il suggère l'existence d'un pouvoir populaire puissant, organisé et armé. Début juillet, *La Tribuna*, quotidien du Parti national (conservateur), titre en première page « *Que celui qui a une main libre ligote Allende avec les Cordons !* ». Pour cette presse, les Cordons industriels serviraient à « *établir, comme le demande le MIR [Mouvement de la gauche révolutionnaire], la “dictature populaire”* »⁴. Les présidents du Sénat et de la chambre des députés formulent au nom de la majorité du Parlement un long plaidoyer : « *nous devons signaler que l'on parle ouvertement au sein des plus hauts commandements de l'exécutif de la constitution d'un pouvoir populaire. Ceci signifie créer une armée parallèle dans laquelle interviennent de nombreux étrangers, ce qui est complètement intolérable* ». Les députés ajoutent « *Celui qui a la plus grande responsabilité de cette situation critique est le gouvernement* »⁵.

Ce thème d'une mythique armée des Cordons industriels est souvent repris et combiné avec une autre peur : un possible encerclement des villes du pays par le pouvoir populaire, déjà évoqué. Les capacités des Cordons industriels sont considérées comme gigantesques, telles un « *dispositif de force* » au travers duquel « *les marxistes sont capables d'exercer leur contrôle sur les moyens de production, les secteurs résidentiels, les établissements d'enseignement, et en général sur toute l'activité citoyenne dans le grand Santiago* »⁶. Cette peur des classes dangereuses, inscrite spatialement, souligne à quel point le mouvement ouvrier a commencé à bouleverser les hiérarchies sociales mais aussi spatiales, tout du moins sur le plan des représentations collectives. Il s'agit là d'un « effet de lieu » tangible du pouvoir populaire⁷.

L'attaque contre les Cordons Industriels provient également des dirigeants syndicaux démocrates chrétiens, dont il faut rappeler qu'ils représentent l'une des forces dominantes du mouvement ouvrier. Sous la conduite d'Ernesto Vogel, vice-président de la CUT, et

organisés dans un Front de travailleurs unitaires (FUT), ils s'insurgent contre les mobilisations du pouvoir populaire⁸. L'idée du « débordement » du gouvernement par des extrémistes incontrôlés est une constante. Dans son éditorial du 5 août 1973, *El Mercurio* note que « l'action des groupes armés se poursuit, malgré les efforts des militaires pour contenir cette action subversive »⁹. L'effet recherché est bien celui de *terrorisation* de la population. Afin de parachever le tout, la Chambre des députés approuve le 23 août 1973 un projet d'accusation du gouvernement, pour avoir outrepassé ses attributions constitutionnelles : ce texte sert à justifier le putsch militaire et dénonce clairement « le dénommé « pouvoir populaire » dont l'objectif est de se substituer aux pouvoirs légitimement constitués afin de servir de base à la dictature totalitaire »¹⁰.

Le pouvoir populaire face à l'armée et aux paramilitaires

Comme le notait à juste titre la revue jésuite *Mensaje*, rien n'est plus étranger à la psychologie, aux valeurs et à la vision du monde des officiers que le pouvoir populaire naissant : « Pour l'armée, habituée à la discipline et à l'ordre, il est difficile de comprendre ce mouvement social anarchique. Les officiers semblent alors se convaincre de ce que le pouvoir populaire est une réalité vive, dynamique, que seulement un massacre pourrait écraser »¹¹. Le rôle des forces armées chiliennes a été, historiquement, au service de la conservation des privilèges de l'oligarchie de ce pays, et ceci d'autant plus pendant l'UP qu'elle est régulièrement entraînée et formée par les Etats-Unis selon la doctrine de la « sécurité nationale ». Galvanisés par la propagande de l'opposition, les officiers, aidés de groupes paramilitaires, vont prendre à cœur l'une de leurs missions historiques : celle d'être le bras armé de l'ordre dominant, tant en défendant leurs intérêts spécifiques (en tant qu'institution militaire). Si les illusions sur le constitutionnalisme des forces armées continuent d'être extrêmement fortes dans les rangs de la gauche, le 29 juin 1973 a ébranlé plus d'un militant. Pour ceux qui sont actifs dans les Cordons industriels ou dans certains *campamentos*, la multiplication des actes répressifs semble annoncer que l'armée chilienne est désormais prête à suivre la tradition contre-révolutionnaire de ses voisins latino-américains : Guatemala en 1954, Brésil en 1964, Bolivie en 1970... Selon les données fournies par le Général Pinochet – et malgré les nombreuses falsifications qui peuplent son livre –, il est probable que, très tôt, la direction des services d'intelligence militaire et le commandement général de la garnison de Santiago, accumulent des informations sur les tentatives d'auto-organisation populaires¹². Le Général Prats confirme que début juillet 1973, il se voit obligé d'intervenir auprès du ministre de la Défense afin de lui notifier « qu'il y a une tension institutionnelle non dissimulée et de la préoccupation chez les officiers pour ce qui est dénommé comme « pouvoir populaire » »¹³.

Début septembre 1973, se juxtaposent deux stratégies au sein des forces politiques civiles conservatrices pour inciter l'armée à intervenir¹⁴. La première, incarnée par la DC et Eduardo Frei, croit en la possibilité d'un putsch qui ouvrirait la voie à un nouveau gouvernement civil d'union nationale. La seconde, impulsée par le Parti national, en collaboration avec le groupe fasciste *Patria y Libertad*, parie sur un écrasement durable de la gauche et du mouvement ouvrier par un régime militaire. En fait, ces deux stratégies vont se combiner pour accélérer la chute d'Allende avec l'interventionnisme actif du président Nixon, épaulé par le directeur de la CIA, Richard Helms et le secrétaire d'Etat

Henry Kissinger, qui – depuis Washington – sont bien décidés à faciliter et financer à coup de millions de dollars, le coup d'Etat¹⁵. Durant les derniers mois de l'UP, ce ne sont pas moins de 25 attentats par jour qui affectent la province de Santiago : tours de haute tension électrique, centres de télécommunications, ponts, voies ferrées, entreprises occupées sont leurs cibles privilégiés. Lors de la grève des camionneurs de juillet 1973, le pays vit une recrudescence de ce type de sabotages¹⁶. Les Cordons industriels sont une des priorités de ces attaques. Edmundo Jiles en témoigne, lui a été menacé de mort à plusieurs reprises par des individus lourdement armés¹⁷. Tomás Inostroza, en tant qu'administrateur de PAÑOS CONTINENTAL, a même vu sa voiture criblée de balles. C'est parfois à la dynamite que les groupes fascistes s'attaquent aux usines occupées des Cordons¹⁸. D'après les renseignements du MIR, *Patria y Libertad* aux côtés d'officiers de réserve de la marine et de gradés, encore en service, seraient également organisés au sein d'une « Base opérationnelle de forces spéciales » (BOFE), spécialement destinée à réaliser des actions terroristes d'envergure. Paradoxalement, c'est le gouvernement Allende qui offre aux officiers l'occasion rêvée de commencer la répression. En effet, une « loi sur le contrôle des armes » est promulguée avec l'appui de la gauche parlementaire, le 20 octobre 1972. Elle est destinée à donner aux forces armées un droit élargi en matière de recherche d'armement illégal¹⁹. Aux yeux d'Allende, elle devrait permettre de désarmer les groupes civils fascistes et d'extrême gauche, tout en donnant au pays la preuve de son engagement contre tout danger de guerre civile. Pourtant, par une application absolument unilatérale, cette loi – bientôt nommée « loi maudite » – ouvre le bal à une sorte de guerre contre-révolutionnaire *sui generis*, menée à sens unique contre le pouvoir populaire *avant même le coup d'Etat*. En effet, c'est en se protégeant derrière cet arsenal législatif que sont torturés les marins de gauche en août 1973 et que plusieurs dizaines d'usines des Cordons industriels sont brutalement perquisitionnées par les militaires²⁰.

Dans ces conditions, l'application violente et ciblée de la loi sur le contrôle des armes est applaudie, avec enthousiasme, par les classes dominantes. *El Mercurio* y voit une manière de combattre « *le potentiel offensif du pouvoir populaire* » et un « *pré requis minimum afin d'éviter un affrontement grave et étendu* »²¹. Quand à la fin juillet, des soldats équipés de blindés légers occupent le local de la CUT en plein centre-ville de Santiago, c'est pour la droite une source de « *plus grande tranquillité pour la communauté* »²². L'objectif affiché de plusieurs officiers est d'intervenir de manière préventive là où ils jugent qu'il pourrait y avoir des résistances en cas de coup d'Etat. En terme d'histoire comparée, la revue *Punto Final* souligne – à juste titre – que c'est une telle répression militaire « légale » (réalisée entre 1968 et 1969) qui a préparé l'installation de la dictature en Uruguay²³. Ce caractère répressif préventif est limpide lors des actions organisées contre le Cordon industriel de Punta Arenas dans l'extrême sud, par exemple. A Punta Arenas, l'intervention combine des effectifs de l'armée de terre, des forces aériennes et de la marine, sous les ordres du Général M. Torres de la Cruz (futur chef de la répression de la province de Magallanes, à partir du 11 septembre 1973). Le 4 août 1973, des véhicules blindés, des jeeps montées de mitrailleuses, des canons de divers calibres envahissent le secteur ouvrier de la ville patagonne. L'opération est survolée par un avion bimoteur qui quadrille la zone²⁴. C'est dans la principale entreprise du Cordon industriel (LANERA AUSTRAL) que l'assaut est le plus violent, aboutissant à la mort de l'ouvrier du textile M. González Bustamente et à la destruction partielle de l'outil de production. Deux jours plus tard, c'est le tour de l'usine COBRE CERRILLOS de subir le même sort²⁵. A chaque fois, les soldats ne trouvent rien de plus que des matraques, cocktails molotovs, bâtons et, au mieux, quelques armes à feu de faible calibre (une vingtaine de pistolets en piteux état est ainsi trouvée dans tout le Cordon industriel Cerrillos, selon Edmundo Jiles)²⁶.

Ce type d'intimidation se déroule dans tout le pays, y compris contre les locaux des partis au gouvernement, contre les journaux de gauche, chez des particuliers reconnus pour leur implication politique, etc. A Osorno, le 15 juillet 1973, le local de la CUT est pris d'assaut²⁷. Six jours plus tard, sous la pression des salariés du Cordon et de la CUT, la DIRINCO d'Osorno procède à la réouverture de commerces participant au boycott. C'est à ce moment qu'interviennent plus de cent soldats armés de mitraillettes, qui obligent les fonctionnaires de la DIRINCO à se retirer. Les manifestants présents sont évacués à coup de crosse et, le lendemain, des ordres de détention sont édictés contre des dirigeants syndicaux du Cordon industriel et les responsables régionaux de toute la gauche, à l'exception du PC. Héctor Vega, président du Cordon industriel, est ainsi emprisonné : « *c'était l'armée qui régnait déjà dans les quatre provinces de la zone : Cautín, Valdivia, Osorno, Llanquihue* », se souvient-il²⁸. Il se rappelle à cette occasion que José Miguel Varas, directeur du Canal 9, lui conseille de parler au Commandant en chef de l'armée, le Général Pinochet, alors présenté comme un officier « *apolitique* ». H. Vega lui écrit une longue lettre dans laquelle il demande qu'une enquête soit diligentée afin de dénoncer l'attitude inacceptable des militaires dans la région²⁹. Cette missive adressée à celui qui sera finalement le fossoyeur de la révolution chilienne, émanant du dirigeant d'un Cordon industriel, est représentative des illusions qui parcourent encore l'ensemble de la gauche en août 1973. « *Tu sais qui était le commandant à l'époque : le Général Pinochet !* » s'exclame aujourd'hui Héctor Vega, et il ajoute « *Donc, on s'était trompé sur toute la ligne !* »³⁰. Comme pour les marins torturés, le gouvernement est resté impassible, car respectueux d'une légalité qui l'étrangle progressivement. Pour l'historien Patricio Quiroga, « *La République assistait à un drame wagnérien. Les simples militants ne pouvaient comprendre comment la direction politique de l'UP assistait, stupéfaite, à sa ruine* »³¹.

*

Franck Gaudichaud est spécialiste du Chili et des mouvements sociaux en Amérique latine, sur lesquels il a déjà publié plusieurs livres et articles. Après avoir fait des recherches à Santiago du Chili, il a enseigné dans les universités de La Rochelle, d'Amiens et de Grenoble III. Il est désormais professeur des universités à l'université de Toulouse Le Mirail, et membre des revues Dissidences et Contretemps. Ce livre est issu de son travail de thèse de doctorat en science politique, réalisé sous la direction de Michael Löwy (Université Paris VIII).

références

références

- ↑ **1** Carl Von Clausewitz, *De la guerre*, Paris, Editions de Minuit, 1955.
- ↑ **2** M. A. Illanes, *La batalla de la memoria*, Santiago, Planeta/Ariel, 2002, p. 183.
- ↑ **3** G. Rocher, *Le changement social, op. cit.*, p. 278.
- ↑ **4** *La Prensa*, 6 de julio de 1973. Voir la première page de *La Prensa* à ce propos (photo N°18 dans le cahier central).
- ↑ **5** E. Freí y L. Pareto, « Declaración del parlamento sobre los sucesos de junio 1973 » (*La Prensa*, 8 de julio de 1973).
- ↑ **6** *El Mercurio*, 24 de julio de 1973.

- Comme le souligne Pierre Bourdieu, « *il n'y a pas d'espace, dans une société hiérarchisée, qui ne soit pas hiérarchisé et qui n'exprime les hiérarchies ou les distances sociales, sous une forme (plus ou moins) déformée et surtout masquée par l'effet de naturalisation qu'entraîne l'inscription durable des réalités sociales dans le monde naturel* » (« effets de lieu » in *La misère du monde*, op. cit., p. 251).
- ↑ **7** *Futuro*, 22 de julio de 1973.
- ↑ **9** *El Mercurio*, 5 de agosto de 1973.
- ↑ **10** Cámara de Diputados, « Proyecto de acuerdo sobre la ruptura de la legalidad », 23 de agosto (in V. Farias, *op. cit.*, Tomo 6, p. 4996-5000).
- ↑ **11** *Mensaje*, N°221, agosto de 1973.
- ↑ **12** A. Pinochet, *El día decisivo*, *op. cit.*
- ↑ **13** C. Prats, *Memorias*, *op. cit.*, p. 430.
- ↑ **14** *Chile Hoy*, 13 de septiembre.
- ↑ **15** L. Corvalán Marquez, *La secreta obscenidad de la historia de Chile contemporáneo*, *op. cit.*
- ↑ **16** Par exemple, selon le ministère de l'intérieur, le 28 juillet 1973, il y eut pas moins de 40 attentats tout au long du pays (*Clarín*, 29 de julio de 1973).
- ↑ **17** Entretien réalisé à Santiago, 6 mai 2002.
- ↑ **18** *Tarea Urgente*, 3 de julio de 1973.
- ↑ **19** Pour une description détaillée de cette loi, voir : C. Prats, *Testimonio de un soldado*, *op. cit.*, p. 303.
- ↑ **20** *La tragedia chilena*, *op. cit.*, p. 179-184.
- ↑ **21** *El Mercurio*, 22 de julio de 1973.
- ↑ **22** *El Mercurio*, 24 de julio de 1973.
- ↑ **23** *Punto Final*, Suplemento al N°190, 14 de agosto de 1973.
- ↑ **24** *La Aurora de Chile*, 9 de agosto de 1973.
- ↑ **25** *La Aurora de Chile*, 9 de agosto de 1973.
- ↑ **26** Entretien réalisé à Santiago, 6 mai 2002.
- ↑ **27** *El Mercurio*, 20 de julio de 1973.
- ↑ **28** Entretien avec Héctor Vega, Santiago, 5 décembre 2001.
- H. Vega, « Carta abierta del Cordón Centro Osorno al Comandante en Jefe del
- ↑ **29** Ejército, General A. Pinochet », Osorno, 24 de agosto de 1973 (*De Frente*, 7 de septiembre de 1973).
- ↑ **30** Entretien réalisé à Santiago, 5 décembre 2001.
- ↑ **31** P. Quiroga, *Compañeros*, *op. cit.*, p. 103.